



HAL
open science

Nations, Privilèges et Ethnicité

Benjamin Landais

► **To cite this version:**

Benjamin Landais. Nations, Privilèges et Ethnicité. Association Presses Universitaires de Strasbourg, 580 p., 2023, 978-2-38571-007-1. hal-04390866

HAL Id: hal-04390866

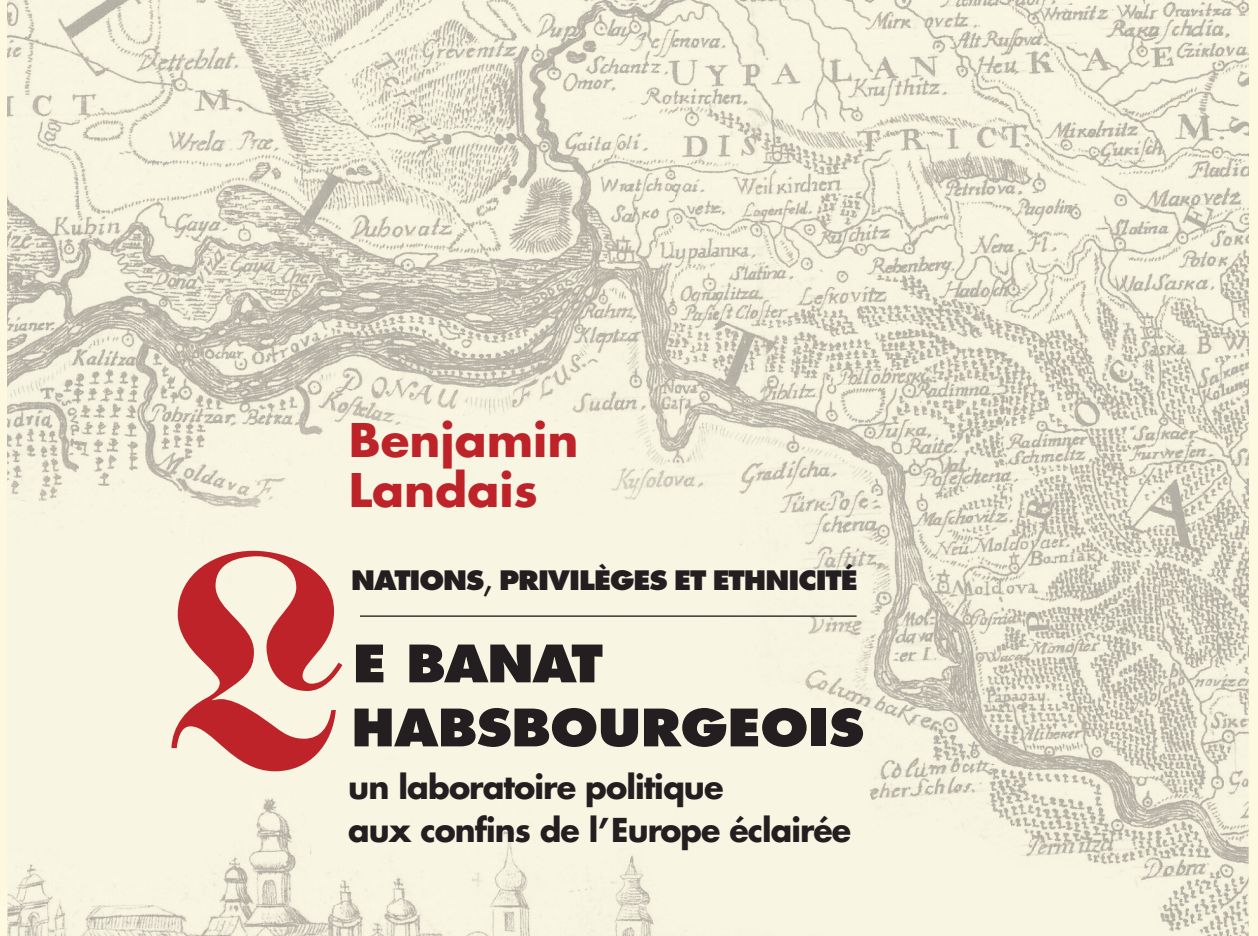
<https://hal.science/hal-04390866v1>

Submitted on 5 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright



Benjamin Landais

NATIONS, PRIVILÈGES ET ETHNICITÉ



LE BANAT HABSBOURGEOIS

un laboratoire politique aux confins de l'Europe éclairée



LES MONDES GERMANIQUES

ASSOCIATION PRESSES UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

COLLECTION LES MONDES GERMANIQUES

*Cet ouvrage a été édité avec le soutien du
Laboratoire Mondes germaniques et nord-européens de l'Université de Strasbourg
et le concours de l'Institut universitaire de France*

© 2023 ASSOCIATION PRESSES UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

ISBN: 978-2-38571-007-1

BENJAMIN LANDAIS

NATIONS, PRIVILÈGES ET ETHNICITÉ

LE BANAT HABSBOURGEOIS

UN LABORATOIRE POLITIQUE
AUX CONFINS DE L'EUROPE ÉCLAIRÉE



ASSOCIATION PRESSES UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG



Ill. 1. Castulus von Reidl, *Karte von dem Banat Temeswar*, Munich, 1789 (coll. part.). Cette carte, éditée en 1789, représente la situation du Banat en 1720.

Introduction

« Les marais furent asséchés; les cours d'eau divaguant ramenés dans leur lit; de longs et profonds canaux creusés. Là où il n'y avait que des huttes misérables, les villages grandirent et se multiplièrent. Les déserts se changèrent en terres habitées. La population s'accrut si bien grâce à ce système que des Allemands, des Français, des Italiens, sans oublier de nombreux Juifs, furent accueillis au milieu des anciens habitants: Valaques, Rasciens, Tsiganes, Hongrois et Grecs de Macédoine et des îles de la mer Égée. À Zrenjanin, une colonie d'Espagnols originaires de Biscaye fut établie et baptisée 'Nouvelle-Barcelone'. »

Francesco Grisellini (1717-1787),
écrivain et savant polymathe milanais.¹

Dans la préface de son histoire politique et naturelle du Banat, publiée en italien et en allemand en 1780, le polymathe milanais Francesco Grisellini s'émerveille devant l'œuvre civilisatrice du gouvernement habsbourgeois. Conquis sur les Ottomans en 1716, ce vaste territoire de 28 000 km² aurait connu une renaissance exceptionnelle après avoir dé péri sous l'administration à la fois indolente et tyrannique du sultan. La colonisation de peuplement n'est pas la moindre des réalisations habsbourgeoises. Lieu de rencontre entre populations venues de l'ouest et de l'est du continent, le Banat des Lumières est perçu comme un idéal de société cosmopolite et laborieuse. Il est encore fêté aujourd'hui pour son caractère multiculturel. Tour de Babel, kaléidoscope, mosaïque ethnique: les expressions ne manquent pas pour décrire la région. La cohabitation entre peuples y est habituellement racontée sur un mode irénique, comme si les nationalismes agressifs avaient épargné ce coin d'Europe. Le maintien de distinctions identitaires à une échelle aussi petite et sur une période aussi longue suppose pourtant des mécanismes sociaux et mémoriels puissants, y compris antagoniques.

Politiques mémorielles et historiographies nationales au XIX^e et XX^e siècle

Plus de deux siècles après les écrits de Francesco Grisellini, le 30 mai 2015, une assemblée nombreuse est réunie dans la grande salle de l'opéra de Timișoara, capitale du Banat. À la tribune se succèdent diverses personnalités: un député (membre du Forum démocratique des Allemands de Roumanie), un évêque (catholique), un consul (d'Allemagne) et divers responsables locaux liées aux « Souabes du

1. Grisellini 1780, vol. 1, p. 3.

Danube », nom donné aux descendants des colons partis du Saint-Empire vers la grande plaine hongroise au XVIII^e siècle. Les discours sont essentiellement tournés vers le présent et l'avenir : il est question d'action culturelle, du rôle politique et économique actuel des Souabes dans la société roumaine et de la promotion des rapports bilatéraux entre Roumanie et Allemagne. Prenant la suite d'exposés à la tonalité convenue, un orateur ranime subitement une assistance passablement assoupie. Dans un souffle lyrique inattendu, le représentant officiel des anciens déportés en URSS, souhaite réveiller le passé. Mais il ne sera pas question du sien. Il n'évoquera pas la douloureuse expérience de l'après-guerre. C'est sur la raison d'être de la présence séculaire des Souabes du Banat qu'il souhaite revenir. Il affirme haut et fort que les colons appelés par les Habsbourg au XVIII^e siècle pour peupler un territoire ingrat, rendu désertique par l'impéritie du gouvernement ottoman, se sont illustrés comme un élément civilisateur, entraînant les autres peuples derrière eux. Les pionniers arrivés en premier auraient sacrifié leur vie pour permettre aux générations suivantes de prospérer. Les échos entre ce discours et la citation en exergue de Grisellini sont flagrants. Les différences et les renversements de perspective le sont tout autant. Le moteur de la civilisation n'est plus une politique avisée, mais un peuple avec ses vertus propres et son esprit d'initiative. Les Souabes ne sont plus un fragment parmi d'autres de la mosaïque multiethnique, mais la pièce maîtresse qui soutient l'ensemble.

Ce récit mythifié des origines n'est pas une élucubration personnelle. Les propos séduisent immédiatement un auditoire déjà convaincu, qui apprécie une histoire déjà maintes fois lue dans les livres du souvenir : les *Heimatbücher*, littéralement, les « livres de la (petite) patrie ». Ces ouvrages, dont la production a explosé depuis les années 1970, retracent le destin des villages souabes depuis leur fondation au XVIII^e siècle jusqu'à la fuite et la déportation de leurs habitants en 1945 ou leur survie chaotique dans la Roumanie communiste. Une partie de la foule qui se presse dans la salle est en effet venue pour célébrer la patrie perdue. La veille, des Souabes banatais émigrés en Allemagne du Sud s'étaient retrouvés à quelques kilomètres de là, à Săcălaz, colonie dont ils fêtaient le 250^e anniversaire de la création². Le point fort de cette cérémonie fut le défilé des participants avec fanfare et costumes folkloriques. Ce type de rassemblement mémoriel n'a rien d'exceptionnel. Il fait partie des *Heimattage* organisés chaque année par des associations de « Souabes du Danube », alternativement en Roumanie et en Allemagne, principalement en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg.

La minorité allemande n'a pas le privilège des commémorations. Le Banat roumain et la Voïvodine serbe voisine, au caractère multiethnique également marqué³,

2. La manifestation ne s'est pas attardée sur les conditions historiques douloureuses de la fondation de ce village, un des rares à avoir été établi sur une terre déjà peuplée et dont les anciens habitants avaient été préalablement expulsés.

3. Stojšin 2015 ; Crețan, Turnock et Woudstra 2008.

sont coutumiers de ce genre de manifestations. Souvent aidés par leur reconnaissance officielle en tant que minorité nationale, chaque groupe s'appuie sur un ou plusieurs partis politiques, des établissements culturels, culturels et scolaires, des journaux et la diffusion d'une littérature propre. Ces institutions permettent la transmission efficace de récits magnifiant la présence pluriséculaire d'une dizaine de peuples dans cet espace. Comme chez les Souabes, la dimension victimaire y côtoie la fierté d'un âge d'or, fût-elle limitée à l'échelle d'un village, d'un quartier voire de quelques maisons. Les épanchements patriotiques et nostalgiques gardent une conscience aiguë des déplacements de population et de l'évolution de la composition ethnique si précise qu'elle en devient suspecte.

Force est de constater que le poids de cette production mémorielle dépasse de loin celui des publications universitaires consacrées au sujet⁴. Mais la frontière entre les deux est difficile à saisir. Les érudits locaux de la fin du XIX^e siècle, honorables correspondants des sociétés savantes, sont aussi bien guidés par leurs exigences scientifiques que par leur engagement patriotique. La remarque reste valable pour les archivistes et historiens travaillant en Autriche⁵, en Allemagne⁶, en Hongrie⁷, en Roumanie⁸ et en Yougoslavie⁹ dans la première moitié du XX^e siècle. Mémoires des gouvernements, rapports d'experts et pétitions se multiplient en 1918 et 1919. Dans les coulisses des négociations de paix à Paris, chacun souhaite y défendre les justifications historiques de ses revendications territoriales, jusqu'au projet fantaisiste de délégués « lorrains » favorables à la constitution d'un Banat indépendant

4. Boşan 1996.

5. Le cas le plus emblématique et sans doute le plus extrême est celui de Josef Kallbrunner (1881-1951), directeur du *Hofkammerarchiv* à Vienne entre 1938 et 1945. Sous sa direction et son influence, marquée pour un enthousiasme pour la politique d'expansion et de colonisation hitlérienne vers l'est, de nombreuses thèses ont été écrites sur le Banat (voir Hutterer 2010). Le travail le plus important rédigé sous sa tutelle, et faisant toujours référence pour l'histoire du Banat au XVIII^e siècle, est la thèse de son élève Sonia Jordan, soutenue en 1944 et publiée quinze ans plus tard (Jordan 1967). Pour un éclairage plus large de l'historiographie allemande du Banat, voir Krischan 1993 et Schmidt 1996.

6. L'œuvre monumentale du *Handwörterbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums*, commencé dans les années 1920, puis vigoureusement relancé après l'arrivée des nazis au pouvoir, donne un aperçu très fouillé de l'histoire de la colonisation et de l'histoire locale des Allemands du Banat à partir du XVIII^e siècle (Schünemann 1933; Beer et Seewann 2004). Rarement cité, ce dictionnaire est néanmoins toujours utilisé, en raison de son érudition (Fata 1995).

7. L'historiographie nationaliste hongroise est surtout marquée par les travaux écrits à l'époque du dualisme, entre 1867 et 1918. On y retrouve des monographies régionales érudites insistant sur l'ancienneté des institutions publiques hongroises dans le Banat. C'est le cas, en particulier de Frigyes Pesty (1823-1889), militant pour le rattachement du Banat et de la Voïvodine au royaume de Hongrie (Pesty 1868 et 1876), de Samu Borovszky (1860-1912), connu pour ses histoires et descriptions géographiques et ethniques des comitats (Borovszky 1911) et de Jenő Szentkláray (1843-1925), chanoine catholique et enseignant à l'université de Budapest (Szentkláray 1879 et 1909).

8. L'Union de toutes les terres « roumaines » après 1918 a donné lieu à une justification de l'ancienneté de l'élément roumain dans le Banat (Dragomir 1944; Mureşanu 2007).

9. Le même processus est à l'œuvre. Il est néanmoins moins marqué que du côté roumain, dans la mesure où le cœur de la Voïvodine se trouve dans la Bačka et non dans le Banat serbe (Ivić 1929; Popović 1957).

et confédéral placé sous la protection de la France¹⁰. À côté de l'interprétation contradictoire des statistiques ethnographiques hongroises, l'ancienneté de l'installation, la qualification de groupes nationaux en tant qu'« habitants », « autochtones » ou « colons » n'a rien d'innocent. Les récits divergents de l'histoire de la province depuis le XVIII^e siècle constituent des arguments que chaque délégation tente de faire valoir pour obtenir un découpage plus favorable des frontières¹¹. Le traité de Trianon de 1921 sanctionne finalement le partage de l'ancienne province entre la Hongrie, la Roumanie et le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Cette paix ne met pas fin à la bataille politique et éditoriale. La révision du traité reste une inquiétude ou un souhait de tout premier plan pour les pays de la zone pendant l'entre-deux-guerres.

La fragmentation des historiographies n'est pas propre au Banat. Elle se retrouve dans toute l'ancienne monarchie habsbourgeoise¹². Les historiens nationalistes ont réussi à imposer l'idée que l'État construit par les Habsbourg depuis le XVI^e siècle n'aurait été qu'une prison des peuples¹³. Selon cette thèse, la monarchie n'est censée apparaître et ne se maintenir qu'en dépit de la diversité des peuples placés sous son joug. Le sens de l'histoire, avec la pression irrésistible du modèle de l'État-nation, aurait fini par triompher en 1918, l'Autriche-Hongrie s'effondrant en quelques jours tel un château de cartes. Chaque nation retournerait alors à ses affaires après un long et profond sommeil.

La continuité historique des peuples est une hypothèse à la vie dure. Bien qu'elle ne soit plus guère soutenue aujourd'hui, cette perspective a laissé des traces. Même dégagé de tout parti-pris idéologique, il est difficile de se départir d'une segmentation du savoir historique selon des lignes nationales. Sans être nationaliste, l'historiographie européenne reste longtemps marquée par son biais « nationalitaire », une forme de réflexe téléologique que Pierre Vilar définit en 1963 comme la volonté « de savoir quel était le rôle de la conscience nationale, du sentiment national, de la solidarité nationale, embrassant toute une société, dans toute l'étendue de l'État futur auquel elle appartiendra »¹⁴.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, « peuple » et « groupe ethnique » remplacent couramment la « nation » comme objets légitimes de la recherche en histoire. Censé éviter l'accusation d'anachronisme en postulant l'existence de nations avant l'heure, le recours au champ lexical de l'ethnie est cependant loin d'être satisfaisant. L'emprunt de ce concept issu de l'anthropologie se fait à contretemps.

10. Delouis 2015.

11. Yakchitch 1915, p. 4; Bojidarowitch 1919, p. 10; Lalesco 1919, p. 4-5; Ursu 1919, p. 6; Prothero 1920, p. 24.

12. Ducreux 2000, p. 5-36.

13. Horel 2015.

14. Vilar 1962, p. 30.

À cette date, les anthropologues ont déjà pris leurs distances avec une notion trop marquée par ses origines coloniales. Dans une perspective évolutionniste, également partagée pendant un temps par les historiens marxistes, l'« ethnologie » est considérée comme le stade inférieur et antérieur de la « nation ». Son usage est réservé aux peuples les plus « avancés » dans un récit linéaire du processus de civilisation. Sans toujours définir le terme, les historiens de l'époque moderne y voient un outil pratique pour désigner des groupes qui font société : une communauté culturelle, infra-politique, généralement sans conscience d'elle-même.

Ce modèle de la nation-société reste dominant jusque dans les années 1980. Ce type d'histoire des nations prend la forme d'une étude ayant pour cadre les anciens royaumes et principautés européennes. Mais en ce qui concerne les soi-disant « nations non-historiques », pour reprendre l'expression abrupte de Friedrich Engels, les constructions politiques éphémères des époques médiévales et modernes permettent difficilement de suivre un fil ininterrompu. L'historiographie de ces peuples donne à voir une communauté aux prises avec un environnement étranger, rassemblée par des traits collectifs fragiles et changeants, ou structurée par des institutions précaires. Pris isolément, ces tableaux historiques ne manquent pas de pertinence scientifique. Leur enchaînement suggère toutefois une continuité trompeuse entre les acteurs et les processus culturels et sociaux étudiés. C'est l'association entre des thèses isolées, qui peut être celle, linéaire, d'un ouvrage de synthèse, ou bien celle, plus réticulaire, d'articles qui se font échos les uns aux autres, qui impose l'idée d'un peuple aux contours stables au cours du temps. La logique de cette continuité est fournie par un récit national qui, en raison de la force de son évidence, peut demeurer tacite. Une telle habitude est si profondément enracinée que des auteurs comme Robert Kann, David Zdeněk ou Georges Castellán, qui affichent pourtant leur intention de dépasser les récits nationaux au profit d'une histoire transversale de la monarchie habsbourgeoise, pour les deux premiers, ou des Balkans, pour le troisième, en viennent pourtant à consacrer un chapitre distinct à chaque groupe ethnique¹⁵.

À l'origine de la mosaïque des peuples, un empire nationalisant ?

La question nationale fait un retour tonitruant en Europe de l'Est depuis 1989. Le Banat roumain et la Voïvodine yougoslave n'échappent pas à la règle. Mais les deux régions ne se trouvent pas à l'épicentre des tensions qui dégèrent ailleurs dans le pays : à Târgu Mureş en Transylvanie en mars 1990 ou pendant les guerres de Bosnie de 1991 à 1995. Les manifestations qui embrasent Timișoara en décembre 1989 et contribuent à la chute de Nicolae Ceaușescu sont marquées au contraire

15. Kann et Zdeněk, 1984 ; Castellán 1994, p. 11.

par le refus de la manipulation des antagonismes nationaux. Elles sont en effet déclenchées par l'opposition à l'expulsion d'un pasteur appartenant à la minorité hongroise, László Tökés.

Sauf exceptions, la résurgence des identités ethniques dans le Banat au tournant du ^{XX}^e et du ^{XXI}^e siècle n'a aucune dimension belliqueuse. Il n'est plus question de bouleverser l'ordre international ou d'instiller un sentiment revancharde. Il s'agit désormais d'entretenir des mémoires familiales et communautaires, y compris parmi ceux qui ont émigré au cours des décennies précédentes. Cet îlot apaisé dans un sous-continent secoué par les guerres et les confrontations interethniques, intrigue et enthousiasme. L'enchevêtrement pacifique des peuples à petite échelle semble tenir en échec les mécanismes d'assimilation de l'État-nation tout comme les discours nationalistes les plus agressifs. L'intérêt croissant de l'historiographie pour le Banat multiethnique tient aussi à la concomitance de la renaissance des identités diasporiques dans les métropoles globales. Deux mondes obnubilés par l'ethnicité se rencontrent. Les mosaïques ethniques d'Europe centrale sont réévaluées à l'aune du multiculturalisme¹⁶. Elles ne sont plus regardées comme une tare, un signe d'arriération socio-politique ou un facteur de conflit, mais comme des exemples de sociétés ouvertes avant l'heure. Ces régions rurales, où deux villages voisins ne parlent pas la même langue et ne pratiquent pas la même religion, n'en finissent pas de fasciner ceux qui pensaient qu'un tel degré de cosmopolitisme était réservé aux espaces urbains. Au prix de quelques silences – la révolution de 1848, les deux guerres mondiales et leurs suites immédiates – il est tentant de voir dans le Banat une Europe pacifiée en modèle réduit au moment précis où l'Union européenne s'élargit vers l'est¹⁷. Plus généralement, c'est toute l'histoire de la monarchie habsbourgeoise qui bénéficie d'un réexamen à la lumière du double processus de dépassement du cadre politique national et de valorisation des identités ethniques et régionales.

Dans la frénésie d'une profonde transformation des champs disciplinaires en sciences humaines et sociales, la floraison de nouveaux paradigmes va bon train. Théories de l'ethnicité, *Imperial studies*¹⁸, *diaspora studies* et *postcolonial studies*¹⁹ sont mobilisées pour remplacer les grands récits nationaux. L'État-nation n'est plus considéré comme un horizon historique indépassable. La célébration de sociétés multiculturelles et inclusives dans le présent entraîne un regain d'intérêt pour la forme politique impériale dans le passé. Après s'être intéressés à la Russie, Jane Burbank et Frederick Cooper étendent leur paradigme impérial aux Habsbourg,

16. Neumann 2007 et 2015 ; Chelcea 1999.

17. Neumann 1993 ; Batt 2002. Les périodes plus sombres ont néanmoins été évoquées par Casagrande 2003 et Hausleitner 2014.

18. Motyl 2001 ; Barkey 2008 ; Wank 1997 ; Adanir 2003.

19. Feichtinger 2003 ; Telesko 2015.

convaincus que la dynastie est elle aussi la promotrice d'une « politique de différence »²⁰. La monarchie n'aurait pas survécu malgré la diversité des peuples, mais en partie grâce à elle. Dans ses pratiques de gouvernement, le pouvoir habsbourgeois aurait contribué, intentionnellement ou non, à approfondir voire à susciter les distinctions entre nations²¹. À ce titre, la monarchie pourrait être qualifiée d'« empire nationalisant »²². Cette nouvelle approche n'est pas dénuée de valeur heuristique. Elle permet de mieux comprendre la fabrique d'un imaginaire dépréciatif des confins orientaux de la monarchie au tournant du XVIII^e au XIX^e siècle²³. Dans ces territoires périphériques – Galicie, Bucovine, Transylvanie, Banat et Bosnie – des études littéraires s'interrogent sur la pertinence des modèles du creuset impérial et de la domination culturelle austro-allemande²⁴. La transposition de problématiques coloniales est également menée par des chercheurs comme Roger Bartlett ou William O'Reilly, qui montrent combien les colonisations en Amérique du Nord et à l'est de l'Europe au XVIII^e siècle possèdent d'évidentes affinités²⁵. L'idée avancée n'est cependant pas tout à fait neuve, puisque des comparaisons avaient déjà été établies il y a quelques décennies par William Mc Neil entre la frontière pionnière américaine et la steppe hongroise²⁶.

L'exemple banatais est fréquemment convoqué à l'appui des thèses sur l'impérialisation des sociétés habsbourgeoises. Il est vu comme un concentré de la diversité ethnique propre à toute la monarchie²⁷. L'implication du pouvoir impérial dans le processus de colonisation est considérée comme l'indice irréfutable de l'existence d'une politique différentielle. Les travaux s'inspirant de ce paradigme s'attardent cependant assez peu sur les sources primaires. Las, la production historiographique à leur disposition, datant de la fin du XIX^e et la deuxième moitié du XX^e siècle, reste largement biaisée par une vision nationalitaire. Plusieurs hypothèses sont reprises sans discussion : la persistance des frontières identitaires à petite échelle, un point de vue stato-centré, la survalorisation de la dimension germanique de la colonisation et la sous-estimation de l'héritage ottoman. Impatients d'obtenir des résultats innovants, ces nouveaux récits se sont laissés abuser par les historiographies nationales contre lesquelles ils s'étaient pourtant positionnés. Ils ont cru pouvoir les mettre à contribution comme un simple matériau brut, rassurés par une apparence érudite et des qualités scientifiques indéniables.

20. Burbank et Cooper 2011, p. 28 et 468.

21. Stergar et Scheer 2018.

22. Dufour 2015, p. 391-396.

23. Todorova 2011 ; Ruegg 1991 ; Wolff 1994.

24. Beaumont 2004 ; Wolff 2010 ; Vushko 2015 ; Ruthner 2018.

25. Bartlett et Mitchell, 2016 ; O'Reilly, 1998 ; Thomas 1983-84.

26. Mc Neill 1964.

27. O'Reilly 2003.

Ce qui est vrai pour le Banat l'est aussi pour la monarchie dans son ensemble. Le caractère composite de l'entité politique habsbourgeoise rend difficilement crédible un impérialisme culturel autrichien. Le recours à une approche postcoloniale apparaît également incongru là où n'a jamais été établi de système de domination coloniale au sens strict. Pour l'époque contemporaine, Pieter M. Judson estime ainsi que le recours aux *imperial studies* pour écrire l'histoire de la monarchie du XIX^e siècle est une concession inconsciente faite aux thèses des nationalistes d'Europe centrale qui dénonçaient le joug autrichien²⁸. Pour l'époque moderne, Marie-Élisabeth Ducreux pointe la superficialité d'un paradigme qui, à force de vouloir embrasser toutes les périodes et tous les espaces, n'apporte rien à la connaissance des pays habsbourgeois²⁹.

Le constat à tirer de ce défi historiographique n'est pas celui d'un échec définitif. Il a montré la nécessité de conditionner tout questionnement sur un gouvernement différentiel des peuples à une exigence de contextualisation approfondie. Le cas banatais, si souvent convoqué dans ce débat, prouverait que l'État habsbourgeois aurait préparé le terrain au XVIII^e siècle à la formation future des identités nationales. Cette conjecture est éminemment précieuse pour la sociologie historique. Elle contribuerait à éclairer l'exception habsbourgeoise dans la construction des nations européennes. Tenter de vérifier cette hypothèse stimulante à l'échelle de plusieurs siècles, comme l'a fait Irina Marin³⁰, ne permet cependant pas de renouveler le questionnement des sources. C'est donc sur un intervalle de temps plus court que portera l'enquête : de l'intégration du Banat dans la monarchie habsbourgeoise, en 1716, au congrès national « illyrien » de Timișoara, en 1790, où apparaissent les premières manifestations du nationalisme moderne.

À la recherche de l'ethnicité dans une société d'Ancien Régime

Mobiliser le concept d'ethnicité est aujourd'hui fréquent dans les sciences historiques. Antiquisants et médiévistes y consacrent de nombreuses recherches et publications depuis les années 1990. Mais les réticences restent fortes chez les historiens modernistes, particulièrement en France³¹. La dénonciation de la projection vers le passé des catégories nationales, de la quête insensée des origines, déjà condamnée par Marc Bloch en son temps, y est pour beaucoup³². À partir des années 1980, les théoriciens du *Nation Building*, dont Éric Hobsbawm et Benedict Anderson sont les principaux représentants, enfoncent le clou de la critique de

28. Judson 2008, p. 564.

29. Ducreux 2012.

30. Marin 2013.

31. Zoïa 2010.

32. Bloch 1997, p. 53.

l'essentialisme, auquel est assimilé toute tentative d'identification d'une « nation » avant le nationalisme³³. Partis de prémisses différentes, des historiens de la Révolution française abondent dans le même sens : la genèse des nations modernes ne débiterait qu'après le moment où est réalisé l'acte d'affirmation politique d'un peuple souverain, ce qui n'est le cas qu'en juin 1789 pour la France. Avant cette date, la nation se confondrait presque entièrement avec le corps du roi³⁴. La catégorie de « sentiment national » s'avèrerait même nuisible pour comprendre l'entrelacs des fidélités et des privilèges qui fonde le lien politique dans les sociétés d'Ancien Régime selon Jean-Frédéric Schaub³⁵.

Affirmer le caractère éminemment contemporain du nationalisme politique ne dit toutefois rien de la pertinence d'une analyse de l'ethnicité en termes anthropologiques pour l'époque moderne. Il n'est pas inutile de rappeler que l'approche barthienne de l'ethnicité, désormais classique, permet d'éviter les apories des perspectives nationalitaires³⁶. Les logiques sociales de distinction remplacent en effet les « groupes ethniques » ou nationaux, dont l'existence et la cohésion ne sont plus supposées *a priori*, comme sujets de recherche³⁷. En histoire moderne, deux domaines ont déjà largement exploité les potentialités heuristiques d'une telle analyse : l'étude des sociétés coloniales³⁸ et celle des étrangers et des diasporas en territoire urbain³⁹. À l'inverse, les sociétés rurales et les pratiques de gouvernement de l'Europe d'Ancien Régime sont restés en marge de ce mouvement. La crainte de réhabiliter les catégories de pensée du nationalisme culturel et linguistique par une ethnogenèse mal maîtrisée n'est pas injustifiée. On ne peut en effet se contenter de réorienter le questionnaire de l'intérieur du groupe vers ses frontières identitaires. Autrement dit, il ne s'agit pas seulement de s'interroger sur les raisons qui expliquent que tel peuple, à tel moment, s'est vu assigner ou a été amené à assumer telle identité.

L'objectif consiste plutôt à comprendre comment les assignations identitaires s'inscrivent dans une dialectique plus ample, celui d'un régime d'ethnicité défini par l'articulation de deux niveaux⁴⁰ : celui des imaginaires sociaux, des savoirs

33. Anderson 1993.

34. Il s'agit d'une position clairement défendue par Roger Martelli dans Université de Rouen et IRED 1993, p. 80-82.

35. Schaub 2007, p. 155-167.

36. Barth 1969.

37. Brubaker 2004 et 2006.

38. Chrétien et Prunier 2003 ; Vidal 2014 et 2021 ; Schaub et Sebastiani 2021.

39. Grenet 2016 ; Monge et Muchnik 2019, p. 107-115.

40. Définition reprise et adaptée de Nicolas Richard : « D'une part, une logique concrète d'agencements locaux, de production de lieux, de regroupement de gens, de déploiement et de ponctuation institutionnelle de l'espace social ; de l'autre, un système de classifications et de typifications, un discours général, un espace et une mécanique de représentation qui inscrivent ces populations dans un champ social plus vaste et qui organisent un vécu et une expérience sociale et culturelle des différences ethniques. » (Richard 2010-2009, p. 126).

administratifs aux perceptions et préjugés les plus communs, d'une part, et celui des pratiques sociales d'exclusion et d'inclusion, d'autre part. Bien qu'ils soient indissociablement liés, les deux niveaux possèdent une relative autonomie. Restituer la signification des ethnonymes dans leur contexte social et historique d'énonciation n'épuise pas la compréhension de l'ethnicité. La reconstitution des savoirs les plus élaborés d'une époque sur les peuples ne permet pas non plus de retrouver la cohérence de la multiplicité de pratiques extra-discursives : sentiments d'altérité, violence, distanciation spatiale, rapports économiques. Ces pratiques ne sont certes pas muettes, mais n'entretiennent pas de rapport de causalité immédiat avec un discours surplombant⁴¹.

À l'inverse, on ne peut retrouver une vérité de la distinction entre nations qui se situerait en-deçà de tout discours. Il est illusoire de vouloir débusquer un substrat ethnique qui serait lisible dans les manières de faire, mais dont les acteurs n'auraient qu'une conscience trop confuse pour le formuler avec des mots. Ces deux niveaux ne doivent donc nullement être compris comme une opposition entre un discours, dans le sens le plus littéral du terme, et des actes sans parole. Ils doivent être continuellement tenus ensemble dans l'analyse. Se concentrer sur le premier reviendrait à défendre une conception pacifiée ou vide de l'ethnicité, où ne seraient examinées que les constructions discursives des identités collectives. Un tel choix aurait paradoxalement pour effet d'élargir exagérément le champ de l'enquête. Ces constructions discursives – qui classifient et hiérarchisent les stigmatisés ou marqueurs de la différence – ne sont pertinentes qu'en tant qu'elles jouent un rôle dans la détermination des appartenances et des comportements sociaux. À l'inverse, ces logiques dépassent de beaucoup les questions identitaires, *a fortiori* celles qui ont trait à l'ethnicité.

En tant qu'outil d'analyse, le régime d'ethnicité permet d'historiciser des connexions entre ordre idéal et matériel qui apparaissent naturelles ou font l'objet d'un consensus tel qu'elles échappent momentanément à tout questionnement dans une société particulière. L'obsession pour le critère linguistique comme déterminant essentiel de l'appartenance sociale et politique – qualifiée de « nationale » – dans les sociétés centre-européennes de la fin du XIX^e siècle doit ainsi être comprise dans le contexte de développement industriel et d'extension du système scolaire⁴². En ce début de XXI^e siècle, la vision culturaliste ou l'ethnisation des différences culturelles constituent également une définition de l'appartenance sociale sur lequel s'accordent des forces politiques aux opinions par ailleurs très opposées. Ce succès n'est pas étranger au fait que la rationalité libérale ou le « capitalisme différentialiste » s'accommodent parfaitement de ce discours sur la distinction⁴³.

41. Dardot 2015.

42. Gellner 1989.

43. Boccara 2014.

Appliquées aux sociétés d'Ancien Régime, une telle approche semble à première vue plus délicat à mettre en œuvre. L'enjeu consiste à interroger l'articulation entre la perception des marqueurs de l'ethnicité et le poids donné aux statuts et aux privilèges. Bien entendu, l'appartenance statutaire ne suffit pas à déterminer la place dans une hiérarchie sociale. De plus, il serait abusif d'opposer trop strictement un régime de distinction inscrit dans la loi et des pratiques de discriminations, tout aussi institutionnalisées, observables dans la régularité du comportement des acteurs. Ne considérer que cette première dimension reviendrait à surestimer le pouvoir des praticiens du droit dans l'ordonnement du social. Dans son étude sur la distinction confessionnelle dans l'Eichsfeld au XVIII^e siècle, Christophe Duhamelle n'ignore pas cette difficulté. S'il commence par exposer les principes de distinction juridique entre deux corps confessionnels, c'est pour l'associer immédiatement après à une galaxie beaucoup plus vaste de discours et de pratiques⁴⁴.

Cette attention permanente envers les différents niveaux de l'ethnicité permet de surmonter deux écueils opposés dans lesquels les historiographes du Banat, et plus généralement de la monarchie habsbourgeoise, étaient parfois tombés : à une première extrémité, la focalisation sur l'histoire d'un seul peuple et l'absence de mise en perspective ou de comparaison ; à une seconde extrémité, le rejet net, dans une perspective hyper-constructiviste, de toute histoire prémoderne des peuples. Dénoncer les anachronismes d'interprétations nationalitaires est bienvenu. Mais bannir de l'histoire sociale et politique toute référence à l'ethnicité empêche la compréhension des enjeux sociaux de la distinction entre peuples à laquelle invitent justement les sources. L'usage fréquent des ethnonymes dans les textes du XVIII^e siècle pourrait bien n'être que le reflet d'un jeu de salon, qu'une remarque érudite sans conséquence ou qu'une injure sans gravité. Il n'en fait pas moins sens pour les contemporains. Déplacer l'objet de la recherche des identités collectives vers les régimes d'ethnicité est le meilleur moyen de se prémunir contre toute forme de téléologie. Cela permet d'éviter de tomber d'un Charybde nationalitaire, qui enrôle le passé au service des nationalismes présents, en un Scylla hypercritique, aveugle à la profondeur historique de l'ethnicité.

Une généalogie décalée de la nation avant le nationalisme

Autrice d'une des synthèses francophones les plus lues sur l'histoire des nations et des nationalismes, Anne-Marie Thiesse commence son ouvrage par l'Europe des années 1770. À cette date, mondains et savants s'adonnent à leur passion pour les récits des origines et les cultures populaires ancestrales⁴⁵. Le goût pour les folklores nationaux n'est pas exposé pour ses débouchés politiques, jugés inexistant dans

44. Duhamelle 2010.

45. Thiesse 1999, p. 29-53.

une société d'Ancien Régime. Sa place dans la généalogie des nations et des nationalismes ne se justifierait que pour son influence sur la génération suivante. Les nationalistes libéraux et romantiques des débuts du XIX^e siècle furent les premiers à sauter le pas du politique, à devenir les porteurs et les vecteurs d'une conception moderne de la nation, se réappropriant cultures et identités nationales jusqu'à les intégrer à un programme d'émancipation collective.

Le projet scientifique que porte cet ouvrage se situe en double décalage par rapport à cette généalogie. Décalage chronologique d'abord, puisque l'analyse s'arrête là où le récit des constructions politiques nationales et des nationalismes commence. Décalage thématique ensuite, puisque son objet d'étude n'est pas la nation mais les régimes d'ethnicité. L'objectif n'est pas d'écrire un nouveau narratif des origines, de remonter plusieurs décennies en arrière pour voir semer les graines précoces de la construction ultérieure des nationalismes. Le propos ne sera pas concentré sur ce que les nations d'aujourd'hui doivent aux discours et aux pratiques des hommes du début du XVIII^e siècle. Au contraire, l'attention se portera en priorité sur ce qui a été perdu ou oublié. La folklorisation des cultures populaires, dont Michel de Certeau a analysé les ressorts dans le champ religieux⁴⁶, tout comme l'attrait pour les récits d'origine des peuples dans l'Europe lettrée des années 1770 ne constitueront pas un point de départ mais un point d'arrivée. Si ce processus ne connaît aucun débouché politique immédiat, comme l'ont bien observé les historiens du nationalisme, ce n'est pas seulement parce qu'il ne trouvait pas sa place dans les structures contemporaines de l'expression du politique, mais précisément parce qu'il s'inscrivait dans des pratiques de dépolitisation de l'identité collective. Le refoulement du politique au profit d'un découpage ethnique du social n'est pas sans rappeler le fonctionnement de la raison ethnologique alliée aux administrations coloniales, tel que l'a analysé Jean-Loup Amselle⁴⁷. Le premier stade présumé de la construction des nations et des nationalismes européens pourrait donc être replacé dans une généalogie alternative, celle de la transition d'un régime d'ethnicité à un autre : une société dont l'horizon idéologique commun reste l'inscription d'une distinction sociale dans le statut, qui laisse progressivement s'installer la domination d'une conception experte et hétéronome de l'assignation identitaire dans les pratiques de gouvernement à différentes échelles.

Le Banat du XVIII^e siècle est sans conteste un des meilleurs terrains d'observation de cette mutation. Façonnée par 150 années de présence ottomane, la société banataise n'a pas de noblesse autochtone. La distinction entre nobles et roturiers y est quasiment absente, alors qu'elle est structurante partout ailleurs dans l'Europe d'Ancien Régime. D'autres lignes de fractures y gagnent en relief. Terre de peuplement et de contact religieux, le Banat est traversé par une double opposition

46. Certeau 1975, p. 152-212.

47. Amselle 1990, p. 20-22.

entre colons et anciens habitants, ainsi qu'entre catholiques et orthodoxes. Ces deux frontières identitaires, qui se recoupent d'ailleurs largement, ne résument cependant pas la diversité de la population. Les pratiques d'identifications sont aussi lisibles dans les modalités d'appartenances aux différents corps qui structurent les solidarités et colorent les liens sociaux. Les privilèges collectifs, nombreux, ne justifient pas leur existence par une longue ancienneté. Ils sont enregistrés par des autorités habsbourgeoises prises dans une quête permanente de compromis entre des modèles importés de gouvernement et une adaptation aux institutions et aux attentes locales.

L'exigence permanente de légitimation de la politique menée sur le terrain auprès de la cour de Vienne conduit les administrateurs à user et abuser d'une explication du social transposée dans des catégories directement compréhensibles par leurs correspondants. Connaître les conceptions et les pratiques de gouvernement des officiers actifs dans la province entre 1716 et 1778 est essentiel pour comprendre l'anthropologie administrative spécifique développée dans le Banat habsbourgeois. Ces usages administratifs de l'ethnicité ne doivent certes pas être confondus avec la réalité d'une politique différentielle. Les effets provoqués par le changement de personnel dirigeant au sommet de l'administration régionale au tournant des années 1760 et 1770 montrent qu'un tel discours n'est pas strictement autoréférentiel. À une conception classique des peuples, à la fois politique et historique, succède une vision réifiée de la nation. Portée par une nouvelle génération d'administrateurs formés aux sciences camérales, cette conception justifie l'intégration du caractère national dans la définition d'un programme de gouvernement. Les réformes dans le domaine fiscal, sécuritaire, scolaire et agraire sont dorénavant pensées comme des moyens de discipliner les nations et de les amener à un degré supérieur de civilisation (première partie).

S'il y a loin des intentions proclamées par les réformateurs aux résultats concrets de leur action, un aspect particulier de la politique habsbourgeoise affecte profondément la vie des habitants : la colonisation de peuplement. Multipliant sa population par sept au XVIII^e siècle, le Banat connaît à la fois une forte croissance naturelle et une immigration massive. Les « colons allemands » forment, des décennies durant, une société à part, protégée par un régime fiscal et juridique favorisé par rapport aux anciens habitants et aux migrants originaires de l'Empire ottoman. À mesure que ces avantages se réduisent et que les conditions s'égalisent, les populations rurales ne se fondent pas en un creuset unique. Le caractère fragmenté de la mosaïque ethnique continue paradoxalement à se renforcer. Le contrôle des mobilités et la distribution géographique des migrants suivent des principes d'assignation identitaire de l'espace de plus en plus rigides. Le volontarisme d'une planification agraire et de l'habitat de nature seigneuriale atteint des sommets dans le dernier tiers du siècle. Cette dernière donne aux catégories ethniques des administrateurs une puissance performative jamais connue auparavant (deuxième partie).

En dehors du monde paysan, l'ethnicité garde aussi sa puissance de structuration sociale. Qu'ils soient actifs en ville ou à la campagne, les marchands du Banat, sont fédérés en corps privilégiés. Par leurs ressources économiques et leurs liens diasporiques – qui s'étendent loin au cœur de l'Empire ottoman –, « Grecs », « Bulgares », « Arméniens » et « Juifs espagnols » disposent d'une capacité de négociation éminemment supérieure aux travailleurs de la terre. Leurs représentants obtiennent régulièrement des privilèges collectifs garantissant l'auto-administration de leurs communautés marchandes. Poussées tantôt par une vague de xénophobie ou d'antisémitisme tantôt par une révision globale de la politique économique, les autorités habsbourgeoises procèdent fréquemment à la réorganisation de ces corps privilégiés. L'étiquette nationale accolée à chacun d'entre eux n'est pas sans influence. Souvent imposée par les administrateurs viennois comme outil de gouvernement, elle sert de signal, positif ou infamant, sur la fidélité et les contours présumés de chaque groupe. Ce modèle de protection impériale d'un « peuple invité » s'essouffle toutefois dans les années 1770 au profit d'une territorialisation des droits et des appartenances (troisième partie).

Les Églises occupent elles aussi une fonction centrale dans le gouvernement régional. L'Église catholique, soutenue financièrement par l'administration impériale, déploie ses prêtres dans ce qu'elle considère comme une terre de mission. La politique de conversion des orthodoxes est un échec. Mais l'introduction de la réforme tridentine puis de méthodes mettant l'écrit au cœur de l'enseignement religieux bouleverse l'encadrement des catholiques originaires de l'Empire ottoman. La pastorale catholique ne s'adresse en effet pas aux seuls colons allemands venus du Saint-Empire. Elle s'intéresse et s'adapte aux autres « nations » du Banat, qu'elle souhaite détacher de l'influence jugée néfaste des orthodoxes. En cela, le rapport à l'ethnicité des clercs catholiques devance celui des autorités habsbourgeoises sur le terrain de la vernacularisation et de la promotion de la ségrégation spatiale. Ce zèle militant représente aussi un défi et un modèle pour une Église orthodoxe, malgré la prospérité et la protection politique dont elle jouit. Pressés autant par les administrateurs que par ses propres réformateurs, l'institution s'engage à partir du milieu du siècle dans une rénovation du culte, de l'organisation ecclésiastique et de l'orientation culturelle de la production liturgique. L'imposition d'un nouveau modèle disciplinaire, perçu comme étranger, ne va cependant pas sans diviser heurter et diviser les fidèles (quatrième partie).

Entre les administrateurs et les prélats, d'un côté, et une masse de sujets dénués de capacité d'intervention politique, de l'autre, s'insère une mince couche d'intermédiaires. Celle-ci est composée à part égale des chefs de cantons, issus des groupes d'éleveurs les plus aisés de la région, et d'officiers subalternes originaires d'Autriche et de Bohême qui maîtrisent les langues locales et entretiennent des rapports de clientèle avec leurs administrés. Ces intermédiaires sont responsables aussi bien du maintien de l'ordre impérial que de la défense des intérêts et des plaintes des

communautés villageoises. Singeant le vocabulaire et les pratiques des diètes provinciales, les chefs de cantons cherchent à s'imposer comme un corps représentatif, une « nation du pays » appelée à co-gouverner la province. Laminée par la liquidation générale des privilèges dans les années 1770, ces prétentions politiques font long feu. Certains notables se réfugient dans une stratégie d'ascension sociale individuelle et intègrent la noblesse du royaume de Hongrie. D'autres nourrissent la contestation en se muant en entrepreneurs identitaires et défendent la référence à un âge d'or des « nations privilégiées » sous protection impériale (cinquième partie).



Ill. 2. Kunike, Adolf Friedrich (d'après L. Erminy), *Contumaz Schubanek bey Alt-Orsova* / vue de la région d'Orșova (aujourd'hui Jupalnic en Roumanie), lithographie, 1824 (détail).

Table des matières

<i>Remerciements</i>	7
Sommaire	9
Introduction	11
Politiques mémorielles et historiographies nationales au XIX ^e et XX ^e siècle	11
À l'origine de la mosaïque des peuples, un empire nationalisant?	15
Une généalogie décalée de la nation avant le nationalisme	21
Remarques liminaires sur l'usage des ethnonymes	27
« Illyriens » : le poids de la matrice humaniste	28
« Serbes » et « Rasciens » : une construction mémorielle liée à l'Église orthodoxe	30
« Valaques » et « Roumains » : polysémie et glissement lexical	32
PARTIE I. GOUVERNER LE BANAT ET SES « NATIONS »	35
1. Un gouvernement importé (1716-1739)	41
Récupérer l'héritage ottoman	41
<i>Le Banat et le royaume de Hongrie</i>	41
<i>Administration impériale et fiscalité</i>	44
L'imposition problématique d'un pouvoir étranger	51
<i>Entre cour, champs de bataille et cabinets : la domination de l'aristocratie militaire</i>	51
<i>Des techniciens indispensables : l'ascension des administrateurs des finances</i>	53
<i>Gouverner les campagnes sans et contre ses habitants</i>	56
Banat colonial et Banat « national »	58
<i>Imaginaires et catégories de l'action gouvernementale : le colon et le Nationalist</i>	58
<i>L'effondrement d'une autorité fragile : la crise de 1738</i>	63
Conclusion	66
2. Adaptations et compromis (1739-1768)	69
À la recherche d'un nouvel équilibre dans le gouvernement régional	69
<i>Rétablir l'autorité habsbourgeoise à l'aide des notables</i>	69
<i>Une intégration de papier inspirée par les pays héréditaires allemands</i>	73
<i>L'apogée des administrateurs civils : carrières locales et carrières impériales</i>	76
<i>Dessiner une voie banataise de gouvernement</i>	81
Ce que signifie « connaître le pays et la nation »	84
<i>Un savoir de gouvernement à l'âge classique</i>	84
<i>Nations, droits et territoire</i>	89
<i>Ethno-géopolitique et tempérament national</i>	92
<i>La montée des préoccupations économiques</i>	96
Conclusion	98

3. Expérimentations Joséphines (1769-1778)	101
Concepteurs et techniciens d'une utopie éclairée.....	101
<i>Une nouvelle génération d'administrateurs nourris par les sciences camérales</i>	101
<i>Le gouvernement du Banat dans la république européenne des administrateurs</i>	106
<i>La déclinaison locale d'un programme éclairé</i>	111
L'école et la langue, matrices de l'amendement des « nations ».....	113
<i>La réforme scolaire, reflet d'un patriotisme par procuration</i>	113
<i>S'approprier l'esprit de la réforme: Nicolae Stoica de Hațeg et Dositej Obradović</i>	118
<i>Mesurer les effets de la vernacularisation administrative</i>	121
Mutations des catégorisations administratives à l'âge des Lumières.....	126
<i>Jacob Ehrler et Francesco Grisellini, miroirs de la culturalisation du savoir administratif</i>	126
<i>Mettre les nations sur la carte</i>	131
Conclusion.....	136
Conclusion de la première partie	139
PARTIE II. COLONISATIONS	141
4. Aux origines de la mosaïque ethno-confessionnelle	147
Les scénarii d'une croissance démographique exponentielle.....	147
<i>Questions de méthode</i>	147
<i>Crises démographiques et précarité de la colonisation caroline (1717-1740)</i>	156
<i>Prædia et colonisation interne (1740-1763)</i>	158
<i>Colonies thérosiennes et villages-champignons (1763-1773)</i>	163
<i>Vers un espace plein (1773 - années 1820)</i>	166
Les figures de la colonisation « allemande ».....	168
<i>Colonisation planifiée et chaînes migratoires</i>	168
<i>Les promesses de l'entre soi</i>	173
<i>Relégation et colonisation disciplinaire à la campagne</i>	180
Les figures de la colonisation « nationale ».....	184
<i>Migrer seul ou en famille</i>	184
<i>Accueillir et répartir les migrants ottomans</i>	189
<i>L'obsession de la sédentarité face à la persistance tsigane</i>	193
Conclusion.....	198
5. Occuper le sol, exploiter la terre	199
Une évolution convergente des structures agraires?.....	199
<i>Promouvoir l'agriculture « allemande » face au pastoralisme des Nationalisten</i>	199
<i>Débats sur l'économie rurale des nations: le cas de la zadruga</i>	203
<i>Ordre spatial et ordre social: mesurer les conséquences de la réforme agraire</i>	207
La bataille des finages ou les faux-semblants de l'ethnicité.....	212
<i>L'étranger au village</i>	212
<i>Faux Allemands et vrais Valaques à Caransebeș</i>	216
<i>Mettre fin au désordre des « nations » dans les localités doubles</i>	221
Conclusion.....	225
Conclusion de la deuxième partie	227

PARTIE III. LES ÉCHELLES DES DIASPORAS	229
6. Les réfugiés « bulgares », une diaspora de proximité	235
Des communautés catholiques sous protection impériale.....	235
<i>Une histoire qui s'enracine dans la rivalité austro-ottomane</i>	235
<i>Le transfert dans le Banat : des hommes et leur privilège</i>	240
Les failles de l'unanimité communautaire.....	244
<i>Paysans, prêtres et marchands : crises municipales à répétition à Theresiopel</i>	244
<i>Une affaire de curés ? L'affirmation identitaire de la nation « paulicienne »</i>	248
Conclusion.....	251
7. Les « Grecs » au village	253
Faire corps à l'échelle d'une province.....	253
<i>Des marchands entre monarchie habsbourgeoise et Empire ottoman</i>	253
<i>La compagnie « gréco-rasienne » et ses avatars</i>	257
<i>Détacher les « Grecs » du Banat de l'espace ottoman : du transimpérial au local</i>	264
Un pied dans la communauté villageoise, un autre dans la compagnie.....	267
<i>Des marchands détaillants qui ont rompu avec le monde ottoman</i>	267
<i>Nations et adjudication : le marchand « grec » et ses activités économiques</i>	271
<i>Acceptation ou intégration ? Sur le régime d'ethnicité des « Grecs » du Banat</i>	274
Conclusion.....	281
8. Les diasporas dans la ville	283
Urbanisme et question confessionnelle.....	283
<i>Effacer la ville ottomane : la conversion de l'espace urbain (1716-1742)</i>	283
<i>Une ville confessionnalisée (1743-1780)</i>	287
La société urbaine à l'épreuve de la confessionnalisation de l'espace.....	293
<i>Les « nations » au-delà des remparts : tolérance et privilèges</i>	293
<i>Étrangers à l'intérieur des remparts : logiques spatiales et identifications administrat.</i>	295
<i>Limites et contradictions du paritarisme confessionnel</i>	300
Les lieux des diasporas.....	303
<i>Présence symbolique et usages individuels de l'espace urbain : juifs et Arméniens</i>	303
<i>Vers une confessionnalisation de l'ethnicité : les « Grecs » dans la ville orthodoxe</i>	307
Conclusion.....	310
Conclusion de la troisième partie	313
PARTIE IV. CONFESIONNALISATIONS	315
9. Un bastion catholique en terre « schismatique »	319
Les outils de la recatholicisation.....	319
<i>Diocèse hongrois, prêtres allemands et franciscains bulgares</i>	319
<i>L'impératif linguistique</i>	324
<i>Atteindre les catholiques isolés</i>	328
<i>Pastorale des humbles et importation des biens culturels</i>	331
La frontière au village.....	334
<i>Penser la promiscuité confessionnelle</i>	334

<i>Séparer catholiques et orthodoxes</i>	340
<i>La course aux clochers ou la dimension matérielle de la confessionnalisation</i>	344
Des conversions introuvables.....	349
<i>Traquer les protestants faute de pouvoir rallier les orthodoxes</i>	349
<i>Le projet contrarié de l'union de l'Église illyrienne avec Rome</i>	353
Conclusion.....	357
10. Dynamiques et réactions de l'orthodoxie banataise	359
Église autocéphale serbe et « nation illyrienne ».....	359
<i>Une Église entre deux empires</i>	359
<i>La « nation illyrienne », un objet juridico-politique non identifié</i>	365
<i>Définir les contours de l'autorité épiscopale et métropolitaine</i>	369
Réformer l'Église face au défi tridentin.....	373
<i>Des évêques réformateurs, entre orthodoxie des Lumières et orthodoxie habsbourgeoise</i>	373
<i>Les limites de la reprise en main du clergé</i>	380
<i>Imposer les « règlements illyriens » : un tournant autoritaire et disciplinaire</i>	384
Maintenir la frontière confessionnelle.....	386
<i>Le Banat, terre de prophètes</i>	386
<i>Un refus populaire des innovations ? L'ambiguïté de la révolte de Vršac</i>	390
Conclusion.....	394
Conclusion de la quatrième partie	395
PARTIE V. POLITIQUE DES NATIONS ET NATIONS POLITIQUES	397
11. Intermédiaires politiques	401
Des officiers locaux acclimatés.....	401
<i>Officiers immigrés et carrières locales</i>	401
<i>Techniques orales et techniques graphiques du gouvernement local</i>	405
<i>Le façonnement négocié des suppliques</i>	409
Les oberknèzes, relais intéressés du pouvoir impérial.....	412
<i>Qu'est-ce-qu'un « knèze » ? Retour sur une ambiguïté sémantique</i>	412
<i>Des piliers de l'administration habsbourgeoise</i>	414
<i>Des dynasties de notables locaux</i>	416
<i>Gouvernement indirect ou autonomie locale ?</i>	419
Une natio avortée : les oberknèzes à la recherche d'une scène politique.....	422
<i>S'imposer dans l'ordre civil de la nation illyrienne</i>	422
<i>Parler au nom de la « nation du pays »</i>	425
Conclusion.....	427
12. Les plaintes des « nations »	429
Identification nationale et patronages administratifs.....	429
<i>Matrice coloniale et ethos du travail</i>	429
<i>Renverser les hiérarchies des nations : le cas du gouverneur Jacob Brument</i>	433
<i>« Pires que des Valaques ! » Les failles du patronage administratif à Bela Crkva</i>	435

La voix du privilège chez les confinaires illyriens	438
<i>Matrice militaire et ethos du combattant</i>	438
<i>Le ralliement des «hommes libres»</i>	441
Ethnicité populaire ou nation infra-politique ? Ce que disent les bandits	443
<i>Le bandit par lui-même : analyser les sources de la répression</i>	443
<i>Le pardon impérial, efficacité et limites d'un rituel politique d'alliance</i>	447
Conclusion	450
13 . Modernité politique ou nostalgie pour le privilège ?	453
Expériences joséphines et négation du politique	453
<i>De la fin des spécificités institutionnelles locales à la dissolution du Banat</i>	453
<i>Le déclin des intermédiaires politiques traditionnels</i>	457
Juge « grec » et nation « illyrienne »	463
<i>Obtenir le privilège : la légitimité du nombre</i>	463
<i>Défendre le privilège : conflits et résistances</i>	467
La tentation de l'anoblissement individuel	471
<i>La timide ouverture de la noblesse aux orthodoxes</i>	471
<i>La formation d'une noblesse terrienne hétérogène</i>	473
La révolution illyrienne n'aura pas lieu !	476
<i>La montée de la question paysanne</i>	476
<i>Une stratégie mémorielle « illyrienne » à l'échelle municipale</i>	479
<i>Une protection ecclésiastique de plus en plus impuissante</i>	481
<i>Revendications nouvelles sous d'anciennes bannières : le « congrès national » de 1790</i>	484
Conclusion	490
Conclusion de la cinquième partie	493
CONCLUSION GÉNÉRALE	495
Glossaire	505
Sources	513
Bibliographie	517
Index des noms de lieux et de personnes	549
Index locorum	549
Index nominum	559
Table des cartes et illustrations	569

NATIONS, PRIVILÈGES ET ETHNICITÉ LE BANAT HABSBOURGEOIS

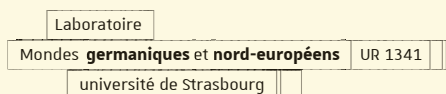


Partagé aujourd'hui entre Roumanie, Serbie et Hongrie, le Banat est l'une des régions d'Europe où la diversité ethnique est la plus importante. Cette situation trouve son origine au XVIII^e siècle dans des migrations massives, planifiées ou spontanées. Des dizaines de milliers de paysans catholiques de tous pays vinrent alors rejoindre les communautés orthodoxes qui peuplaient déjà les campagnes banataises. Complétant cette Babel rurale, des marchands grecs, arméniens et juifs s'installèrent également dans les bourgs et les villes.

Pour comprendre le passé de ce territoire mosaïque, situé entre monarchie habsbourgeoise et empire Ottoman, les catégorisations nationales rigides du présent sont de peu d'utilité. L'ethnicité doit être envisagée dans ses régimes d'historicité.

Cet ouvrage part ainsi d'une histoire intellectuelle des pratiques administratives et des savoirs d'État. Il retrace l'appropriation politique du Banat par le pouvoir habsbourgeois, en insistant sur la tension entre gouvernements central et local. L'ethnicité n'est pas une classification savante pensée à l'extérieur et imposée d'en haut dans une société coloniale. Les dynamiques du peuplement et la prolifération des privilèges collectifs, qui favorisent le morcellement identitaire, apparaissent à rebours de l'uniformisation souhaitée par les administrateurs viennois. Une tension apparaît nettement entre deux régimes d'ethnicité : l'un, plus ancien, inscrit dans la différenciation sociale et juridique, et un nouveau qui, sous l'influence des Lumières et d'une expertise raisonnée, favorise un renouvellement de l'assignation identitaire sur des bases culturelles.

Benjamin Landais est maître de conférences en histoire moderne à l'Université d'Avignon



9 782385 710071

Prix: 40 €

ISBN: 978-2-38571-007-1